

Chroniques éditoriales 15

La réalité autrement

Epoque Chirac - 2005

Didier Reuter

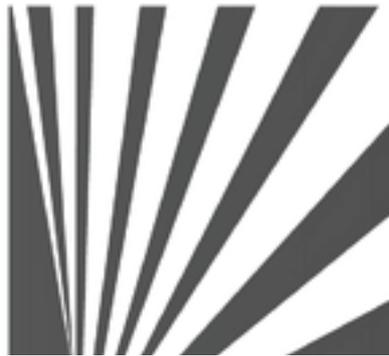
La réalité autrement

Chroniques éditoriales
de Mitterrand à Sarkozy
1991 - 2012

Auteur : Didier Reuter - ISBN 9791023701777

1.50€

BOOKINER 



Auteur : Didier Reuter

www.bookiner.com

Usage libre de droit (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

Préface

Alors que beaucoup d'événements se sont déroulés en France, il existe une troublante similitude entre le début des années 1990 et celles des années 2010. Il est effarant de constater comment la réalité d'aujourd'hui est presque identique à celle d'hier sur de nombreux sujets sociétaux. Il semble même que les problématiques se répètent en boucle malgré toute l'agitation politique et médiatique de ces deux dernières décennies.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire les chroniques éditoriales bimestrielles de D. Reuter réalisées en tant que journaliste et éditorialiste au sein du Journal des Professionnels (JdP) entre 1991 et 2012. Chaque texte détient un sujet ou un message court, synthétisé et ciblé de nature économique, sociale ou sociétale, pouvant servir de mémoire historique ou, du moins, de référence en terme d'observation et de perception citoyenne. Par leur clairvoyance et leur vision globale un grand nombre d'éditos apparaissent comme précurseurs des changements intervenus les années suivantes et sont, aujourd'hui encore, d'une actualité surprenante.

En associant des prises de positions claires et affirmées à des faits datés, listés et/ou expliqués (chroniques), l'intérêt de cet ouvrage est de former une véritable littérature sociétale décryptant la réalité autrement. C'est la raison pour laquelle ces chroniques éditoriales ont beaucoup de force, de saveur et de pertinence, en essayant d'expliquer le «verso» perçu, observé et compris par le citoyen de base, face au «recto» politique et médiatique de certains événements ayant parcouru et secoué la société française pendant 20 ans.

Chacun de ces petits textes introduit une réflexion forte permettant de mieux comprendre que, derrière l'apparence des faits et celle d'une réalité dite démocratique, tout un monde non visible s'agite pour en contrôler constamment les limites. Bien que «*Penser c'est dire non*» selon l'écrivain Alain, il est clair que pour gagner des avancées en matière sociétale, il faut se battre pas à pas, dire clairement les choses et résister absolument !

Conditions d'usage libre de droits

Tout contenu gratuit ou payant peut être utilisé avec l'obligation d'indiquer la mention «Bookiner.com». L'acquéreur sur le site bénéficie d'un usage libre de droits à titre **PERSONNEL** (individuel, familial et privatif) dans un cadre exclusivement non marchand, non concurrentiel et non grand public. Il est autorisé à installer ce fichier sur tout équipement informatique et télécoms dont il est propriétaire ainsi que pratiquer éventuellement une duplication, un téléchargement, ou un envoi sous forme de fichier, à un maximum de 5 postes/utilisateurs internes. Ce droit ne s'applique pas à l'utilisateur qui reçoit gratuitement un contenu payant, lequel ne peut aucunement le diffuser autour de lui sans risquer de tomber sous le coup de la loi portant sur le copyright et/ou s'exposer aux conditions restrictives du droit d'auteur et de la protection intellectuelle.

72. VOUS AVEZ DIT «PETITE FRANCE» !

Sujet : Les tendances lourdes qui nous tirent vers le bas

Comment depuis ces dernières années, la douce France de notre enfance est-elle devenue progressivement une «petite France» à l'échelle nationale, européenne et internationale. Il semble, hormis le cadre socioéconomique, que les valeurs de courage dans l'action politique, de prise de risque dans l'engagement citoyen et d'exposition critique dans le débat, ont fait place à un lissage médian et médiocre des esprits selon une logique animée par 4 tendances lourdes :

1. Sous l'effet conjugué des multiples technologies, des médias TV et de l'utilisation simultanée des découvertes liées aux neurosciences, la société civile est de plus en plus contrôlée (manipulée) au profit d'un petit groupe d'hommes d'influence et de pouvoir. Après une réelle période d'évolution libertaire et républicaine, tout fonctionne dorénavant comme si derrière le masque de la modernité se cachait le retour d'un «néoféodalisme» dans l'organisation sociétale (entreprise, collectivités) et d'une «néomonarchie» dans la conduite de l'Etat, à **total contresens** de ce que devrait être une société ouverte et démocratique.

2. Le présent de la société des hommes est devenu une gigantesque scène en «live» privilégiant l'information spectacle avec un contenu principalement émotionnel dans le rapport à l'actualité. En plus des jeux du cirque (sports en général + musique) et du pain quotidien (large offre de consommation), le citoyen est soumis à un régime quotidien de médiatisation. Par médiatisation, il faut entendre une fascination irrationnelle pour le fait médiatique TV (et télécoms) qui, sans vergogne, capte l'attention, façonne le raisonnement, conditionne l'esprit (désinforme) et «docilise» le comportement du citoyen. Un fait médiatique qui, d'un côté, gave de sous-culture, noie le sens commun d'informations multiples et **sature le mental** d'émotion et, de l'autre, «lobotomise» le libre arbitre et aseptise la pensée critique du citoyen lambda (messages récurrents, pensée unique, politiquement correct...).

3. Le citoyen est légalement évincé du rôle central qu'il doit normalement tenir au sein de la nation, comme il est attendu du fonctionnement normal d'une démocratie saine et vigoureuse. De plein fouet, il subit la loi aveugle d'une triade institutionnelle animée par l'intervention directive d'une technocratie française et européenne décidant sans partage, associée à la pesanteur d'une administration publique et territoriale exécutant aveuglément les règles, sans parler de l'omnipotence décisionnelle des partis politiques fortement minoritaires dans l'opinion publique.

4. Sous la loi de ces «grands» **chefs de bande** régnant en maître dans la cour de récré, la plupart des individus sont devenus des citoyens passifs. Des badauds de la société, plus voyeurs qu'acteurs se contentant de regarder, de ruminer et de fulminer de temps en temps mais sans grande détermination, comme à l'époque de l'école primaire et du collège. Seules, les minorités agissantes (associations, syndicats, ONG) s'activent mais en veillant d'abord à assurer leur propre valorisation et subsistance.

De ce fait, en associant directivité du pouvoir, sensiblerie émotionnelle, dépendance liberticide et voyeurisme passif, la société française régresse doucement dans l'infantilisation, la docilité, l'obéissance, le suivisme, mais aussi dans la fragilisation des comportements et le refus du risque malgré une indéniable intelligence et culture.

Une sorte de «**néopanurgisme**» propre à l'homme moderne qui grande gueule, compétent et/ou cultivé, suit bon gré mal gré comme à l'école, le mouvement d'ensemble en se taisant devant les «grands» et les premiers de la classe !

73. LA PRISE DE CONTRÔLE À DISTANCE DU CITOYEN

Sujet : L'opinion publique n'est pas le citoyen

Dans la réalité française tout semble fonctionner comme si le système (Etat, institutions, organisations économiques, religieuses et morales) refusait d'accepter que la vraie finalité d'une société démocratique consiste d'abord à mettre le Citoyen en son centre et les institutions à son service. Pourtant, à l'inverse de cette évidence attendue de tous, plus le citoyen évolue dans sa culture et sa relative indépendance économique, plus le système s'évertue à lui mettre des bâtons indirects dans les roues. L'objectif volontaire ou involontaire est de le freiner dans ses initiatives et le refroidir dans ses ardeurs d'autonomie (fiscalité, devoirs citoyens, inertie et rigueur administrative, mesures liberticides, influence médiatique, tutelle à tous les niveaux du collectif, information et enseignement sous contrôle, etc.).

Il est vrai que dans toutes les sociétés occidentales, toute menace directe et toute contrainte par la force ont disparu à l'encontre des populations. Plus subtilement, **la coercition s'est déplacée** dans les activités anonymes du quotidien via, par exemple, la reprise en main sécuritaire sur route, la charge fiscale pesant sur le salarié et l'entrepreneur, le parcours d'obstacles résultant des nombreux règlements administratifs et autres maillages législatifs, à la fois lourds et étouffants, pour travailler, créer, entreprendre, conduire, disposer de son argent, se loger, voter, accéder aux soins...

La grande nouveauté de ces dernières années est que le système, non content d'utiliser de plus en plus de citoyens fonctionnaires et assimilés pour mieux contrôler à distance le citoyen lambda, (ré)utilise les médias TV et radios nationales afin de puiser encore davantage, sans état d'âme, dans le «référentiel» de l'opinion publique. Tout fonctionne comme si le politique, garant du système, utilise la **force de pénétration des médias** pour mieux imposer sa gouvernance. Des médias qui, par ailleurs, profitent en réciprocité du système politique afin d'étendre leur influence tout en justifiant, assez hypocritement, du prétexte d'une apparente «demande» de tels sujets en provenance d'une opinion publique solidement conditionnée par eux-mêmes.

Une opinion publique largement virtuelle que l'on manie dans tous les sens et dont l'avis est quantifié par autant d'artifices que sont les taux d'audience, les sondages, les statistiques ou encore le discours de minorités agissantes souvent excessif. Il est clair que, dans ce cercle pernicieux, le citoyen de base reste constamment influencé dans sa perception de la réalité et des événements et ce, d'autant plus, que ce sont les médias qui lui servent quotidiennement le même repas. Il s'agit même d'un **cercle culturel** relativement vicieux formé de l'accouplement du politique et des médias. Un couple pervers qui tend à se nourrir sur le dos de la bête (population) en accordant toujours plus de voix et de pouvoir aux politiques, toujours plus d'influence aux médias et toujours plus d'asservissement à l'encontre du citoyen.

Aussi, au lieu de tendre naturellement vers une démocratie ouverte et citoyenne, cette collusion à la fois technocratique, administrative et «médiatico-politique», fait régresser la société dans le cadre fermé d'une **laide démocratie de système**. La laïcité républicaine devient vielle et toute plissée, le contraire de l'image d'une Marianne vive et dynamique. En fait, le citoyen est exactement pris dans le même piège que le consommateur (demande) soumis à la dictature du produit (offre) croyant qu'il décide par lui-même de ses choix, alors que le jeu de l'entreprise est de l'amener justement là où elle le veut par les artifices du marketing et de la publicité. La dépendance ou l'addiction qui en découle conduit à consommer un maximum pour l'un et à redemander pour l'autre créant un cycle de fidélisation malsain.

Ce jeu pervers dans lequel les médias, les politiques et l'économie marchande, encerclent et conditionnent la vie du citoyen conduit à 3 évidences :

- . La société devient un corps social de plus en plus affaibli, peu dynamique et instable, justifiant la stimulation artificielle d'une médication politique de plus en plus lourde et dopante (Etat providence, autorité, sécurité, normalisation, jeux du cirque...).
- . L'opinion publique se comporte comme un immense troupeau hétéroclite de moutons à 5 pattes, de veaux innocents, de gentil bétail sans âge, ou encore comme de vilains petits canards aux ailes coupées, tous otages dociles broutant et pétant dans le même pré sociétal surveillé et encadré.

. Les élus ne sont plus les dignes représentants du peuple mais uniquement ceux de leurs partis, ce qui est très différent dans les faits et les décisions prises.

Ce constat laisse à penser à un quasi retour vers l'inconsistance de la IV^e République, privilégiant à l'époque le système, l'homme d'Etat et les partis, et non une avancée propice à l'établissement d'une véritable VI^e République plus citoyenne et moins politicienne. Tant que le citoyen croit qu'en votant régulièrement le changement des hommes au pouvoir il peut changer la société, il se trompe de manière assez irresponsable. Dans un **monde politique binaire**, ou aux alternatives réduites, le temps de l'homme providentiel est historiquement terminé. La solution n'est plus simplement dans le changement des hommes et des partis politiques, fussent-ils dépositaires de conviction, de raison, de nouvelles énergies et/ou d'idées géniales.

Tant que le système n'évolue pas sur **ses fondations** (et fondamentaux) rien ne peut véritablement changer. Il faut réformer le système de l'intérieur par des actions en profondeur, à l'instar d'un corps malade qui a besoin d'une thérapie globale et non de quelques encouragements du médecin ou l'absorption de médicaments génériques afin de mieux faire passer la douleur. L'âme de l'actuelle V^e République est malade. En l'état, elle n'a nul besoin de l'alternance d'un nouveau parti d'opposition sans idées fortes et courageuses et encore moins de la continuité du parti au pouvoir, mais d'un vaste projet de revitalisation.

A l'échelle des 10 prochaines années, seule une sortie honorable vers l'ambition d'une VI^e République délibérément plus citoyenne est de nature à stopper cette inéluctable dégénérescence sociétale. Sans cela, la France ne peut que continuer à devenir un petit pays animé d'une petite mentalité et d'une grande gueule versatile !

2005 - D. Reuter

74. LA TÊTE À L'ENVERS

Sujet : La contradiction permanente entre les faits et le discours

Alors que le gouvernement annonce la poursuite de la baisse des impôts au niveau national, symétriquement les impôts locaux augmentent fortement depuis la loi de décentralisation et alors même, que le citoyen n'a jamais été autant taxé de toute part.

Alors que le pouvoir d'achat d'une majorité de Français baisse et que l'indice de confiance des ménages reste dans le rouge, en face, le gouvernement joue la «positive attitude» sur des lendemains meilleurs gonflés au vide de promesses intenable.

Alors que la croissance pour 2005 doit rester inférieure à 2% et que le niveau de chômage dépasse les 10% officiels, en face, le gouvernement annonce une baisse de 10% du nombre de chômeurs pour cette année, ce qui n'est a priori possible qu'en manipulant les chiffres officiels.

Rien que ces 3 exemples de contradiction entre la réalité des faits et le marketing artificiel du discours politique montrent à quel point l'art de la manipulation politique a atteint son optimum avec le trio de choc Elysée-Matignon-UMP. Un trio qui semble fonctionner la tête à l'envers sur de nombreux sujets, au diapason inconstant d'une opinion publique elle-même déboussolée. L'actuel référendum européen en est le parfait exemple.

Pourquoi lorsque la vision et les moyens manquent au sommet, la tendance politique est-elle toujours à la moralisation coercitive et sécuritaire, comme à l'effet d'annonces, pour conduire les peuples vers on ne sait où.

Serait-ce là, la limite de la pratique politique en démocratie de système à ne savoir conduire en boucle que des populations dociles, tout en créant l'illusion d'une marche en avant dynamique alors que depuis longtemps la société piétine, fait du surplace, voire même recule sur de nombreux sujets ?

2005 - D. Reuter

75. QUELLE LIBERTÉ DE PENSÉE ?

Sujet : La dictature du politiquement correct

Lorsqu'un homme politique affirme ses convictions révisionnistes sur des événements de l'histoire contemporaine et qu'il se fait «sortir» de son université d'été, lorsqu'un écrivain ose écrire une histoire du Christ contraire aux dogmes religieux et qu'il se fait «honnir» par le Vatican, lorsqu'un publicitaire crée une «cène» féminisée au second degré et qu'il se fait «judiciariser» avec interdiction d'affichage, lorsqu'un humoriste évoque devant les médias, dans sa conscience intime, son opinion personnelle sur telle communauté et qu'il se fait «harceler» de toute part, etc., il est plus que temps de se poser la question de la réalité effective de la liberté d'expression dans notre République laïque !

Il semble bien que sous la conduite conjointe d'une droite directive et d'une influence catholique sous-jacente, associée à une collusion tactique avec certaines communautés et minorités associatives, la République se raidisse dans une ligne morale laissant de moins en moins de place à la contradiction et au débat de fond «évolutionnaire».

Tout fonctionne comme si **l'exclusion du «hors norme»** et du «hors standard» dans les médias remplace, aujourd'hui, l'exemplarité de la guillotine d'hier sur la place publique. Actuellement le citoyen lambda, qui souhaite affirmer sa colère ou son sentiment de désaccord sur tel ou tel aspect de la pensée dominante ou sujet lié au politiquement correct, est jugé «déviant» et vilipendé comme tel.

Dans 8 cas sur 10, celui qui ose s'exprimer authentiquement sur la place publique ne peut le faire sans s'exposer directement à la vindicte, ou à une action de sanction directe ou indirecte, visible ou non visible, immédiate ou différée. Pire encore, plane sur lui le spectre d'une action judiciaire, procès et/ou une attaque en règle par le biais d'une kyrielle d'associations «anti ou pro-quelque-chose». Des minorités super petites mais hyper agissantes qui semblent former, sous la bénédiction du politique, une véritable ligne de défense en faveur du **«bien-pensant moral»** bénéficiant anormalement de l'écho médiatique. Si nous n'étions en démocratie et placés sous la tutelle d'un système autoritaire cela paraîtrait relativement «normal».

A l'inverse, dans la règle collective du jeu démocratique cela indispose profondément de voir autant d'injustice, d'intolérance et d'iniquité. Aussi pourquoi derrière l'excès de référence à la démocratie, l'homme bien-pensant manifeste régulièrement plus d'intolérance à la conviction des autres que de tolérance à la diversité d'opinion ?

2005 - D. Reuter

76. L'OUTRAGE À CITOYEN

Sujet : Pour un nouveau droit constitutionnel

L'avancée démocratique moderne suppose une constante adaptation et évolution de ses règles en faveur du citoyen. Sous l'angle du rapport entre les représentants du système et le citoyen, il est temps de stopper l'inflation des comportements autoritaires, non respectueux et/ou directifs en provenance de certains «anges gardiens» et autres acteurs zélés de l'administration, des forces de l'ordre, des institutions médiatiques et publiques. Comme il existe un «outrage à magistrat» protégeant les représentants de la puissance publique, il est temps d'instaurer sa **réciprocité symétrique** avec la notion d'outrage à citoyen.

L'outrage à citoyen peut se définir comme une *«Atteinte morale, physique, intellectuelle et/ou d'image (blessure de dignité) ressentie par le citoyen ou l'usager, lorsqu'un personnel en place de la puissance publique, ou un représentant d'une autorité officielle quelconque, exprime publiquement et sciemment son mépris par geste déplacé, agression verbale, cynisme, manque évident de respect ou menace, de nature à créer une offense ou une atteinte à l'honneur et à la dignité du citoyen»*. L'outrage à citoyen est *«également consommé face à l'erreur patente relevant de l'usage de pouvoirs discrétionnaires, de la désinformation volontaire, du discours trompeur, de la manipulation des esprits, du comportement équivoque mais aussi s'applique à l'offense délibérée et directe à l'intelligence, à la conscience intime, à l'intégrité morale et intellectuelle du citoyen»*.

Nombreux sont les cas d'outrages à citoyen vécus régulièrement par les uns et par les autres qui ne sont jamais sanctionnés, ni même admissibles devant la justice. Rappelons qu'en démocratie le **devoir du devoir**, c'est le droit. Ce qui est donc valable pour les uns doit être également valable pour les autres en terme de légitime réciprocité. Exemples d'outrages à citoyen de nature à pourrir le quotidien des gens :

- . Injonction, contrôle, culpabilisation et rançonnement routier, sans possibilité de se défendre ou d'évoquer sa différence ;
- . Contrôle de papier selon le faciès et/ou dissuasion forcée par la présence des forces de l'ordre dans le but de «dociliser» (infantiliser) les comportements ;
- . Obstacles procéduriers et bâtons dans les roues obligeant à faire 10 fois plus d'efforts que le protégé du système, le bon représentant officiel de la puissance publique ou le collaborant bon chic bon genre ;
- . Redressement administratif, fiscal, social ou d'inspection du travail avec *a priori* défavorable et/ou sans possibilité d'être écouté, négocier ou transiger ;
- . Multiplicité des contraintes légales, obligations administratives et autres déclarations annuelles, en vue de toujours plus taxer et encadrer l'initiative immobilière, foncière, citoyenne, entrepreneuriale ;
- . Libellé de courriers administratifs injonctifs et froids obligeant à se justifier, à donner des informations précises, à prendre rendez-vous sans autre alternative que de se plier, ou encore imposant une décision unilatérale non débattue ou préalablement informée ;
- . Traitement non respectueux du citoyen dès qu'un problème survient (accident financier, retard de paiement, non conformité aux règles, changement de situation...) sans tenir compte des bons aspects de son passé, de son âge ou encore de l'ensemble de l'actif utile ;
- . Conflit avec un représentant de l'administration, ou des forces de l'ordre, en lui accordant, par principe, d'abord priorité et importance même contre la position éclairée du citoyen incriminé ;
- . Visite impromptue de représentants de l'administration chez soi, dans l'entreprise et/ou auprès de ses proches dans un cadre de suspicion comptable, financière ou autre ;
- . Actions de renseignement ou de fichage réalisées dans le dos du citoyen via des services spécialisés publics et privés.
- . Annonces médiatiques aussi grosses que mensongères induisant un manque de respect dû à l'intégrité morale et intellectuelle des individus...

En résumé, il est clair que le fonctionnement administratif actuel de la République s'oppose de plus en plus à la saine idée de démocratie citoyenne. Aussi, intégrer la notion d'outrage à citoyen dans la constitution nationale et/ou européenne devient «urgentissime» par le fait d'un futur amendement. Cela

permettrait de **redonner du «poids» au citoyen** dans la cité et régler, d'un coup, un grand nombre de conduites légales du point de vue du système mais parasites et illégitimes du point de vue du citoyen. Ne pas considérer l'outrage à citoyen comme une nécessité démocratique, c'est continuer à insulter impunément la dignité de chacun face à l'histoire !

2005 - D. Reuter

77. LA VICTOIRE DE L'ÉCHEC

Sujet : Une image vraie vue de l'étranger mais faussée à l'intérieur

Si la démonstration active de la démocratie populaire a été évidente lors du dernier vote français (référendum européen), il n'en demeure pas moins l'existence d'une corrélation étroite et ambiguë entre le jugement déclaré du citoyen et l'influence malsaine qu'exerce la politique sur lui, par politiciens et médias interposés. Il semble, en effet, pour la quatrième fois (au moins) sous la présidence Chirac, que l'opinion publique ait été une nouvelle fois manipulée. **La première fois**, c'est en plébiscitant d'un seul élan un nouveau mandat en faveur de Chirac sous prétexte de «réflexe républicain» largement dramatisé contre le spectre de son opposant Le Pen. **La seconde fois**, c'est en applaudissant des deux mains sur les mesures liberticides, coercitives et répressives de sécurité routière qui, aujourd'hui, se retournent contre le citoyen rançonné, culpabilisé et traqué sur toutes les routes de France. **La troisième fois**, c'est en acclamant haut et fort la résolution «lyrique» française de s'opposer directement aux Etats-Unis lors de la guerre en Irak, en préférant oublier les horreurs de son ancien dictateur comme en s'alliant à la Russie, à la Chine et aux pays arabes, champions comme tout le monde le sait dans le domaine des libertés individuelles et de la démocratie appliquée. Enfin, **la quatrième fois**, c'est le 29 mai dernier en votant majoritairement NON à la Constitution européenne sous l'influence du jeu politicien d'opposants notoires et sous l'effet du rejet viscéral de la politique chiraquienne et du gouvernement Raffarin par la plupart des couches sociales populaires et les jeunes.

Aussi, sans évoquer les raisons profondes du choix national et de la vox populi (malaise social, angoisse, mal-être, euroscepticisme, défiance envers le libéralisme, mondialisation économique et financière, espoir d'un nouveau traité plus social...), il n'en demeure pas moins que lorsque ça va mal chez soi c'est toujours la faute aux autres et que lorsqu'il s'agit d'un référendum européen, c'est forcément la faute à l'Europe comme parfait bouc émissaire. Si le **déplacement de responsabilité** est un exercice bien français, c'est sans doute parce que l'opinion publique reste le produit non d'une somme d'individualités mais d'un panurgisme savamment guidé et entretenu par l'homme politique. En d'autres termes, l'homme politique est directement responsable des mouvements de son opinion publique un peu comme le dirigeant des résultats de son entreprise. Vue de l'étranger, cette situation franco-française fait ressortir l'idée d'une tromperie sur la parole donnée, une duplicité (hypocrisie, fausseté) vis-à-vis du modèle européen et surtout, d'une prise en otage des autres peuples confiants et/ou ayant déjà voté. C'est donc avec amertume que les vrais Européens constatent...

... **que la France** n'a pas su dissocier les intérêts stratégiques de l'Europe et ceux solidaires des autres pays membres, de sa propre crise de confiance.

... **que la France** n'a pas la force de caractère nécessaire pour assumer une continuité d'efforts et d'avancées dans la construction européenne dans le cadre d'un parcours cahin-caha qui peut encore durer 25 ans, ou même un siècle, avant qu'une véritable stabilisation politique, économique, sociale et citoyenne ne prévaille réellement.

... **que la France** pense d'abord égoïstement à elle sans tenir compte de la place des autres membres de la famille européenne, en prenant délibérément le risque de bloquer provisoirement un processus collectif et, par effet de conséquence, briser sa crédibilité de pays fondateur exemplaire et moderne en la matière.

... **que la France** s'entête à bomber le torse alors que son image est déjà bien écornée sur la scène internationale (Etats-Unis, Irak, Ivoire, Togo...) malgré ce qu'en disent les médias, en se faisant dorénavant montrer du doigt sur la scène européenne notamment par les nouveaux entrants.

... **que le Français** de base raisonne en Gaulois égoïste faisant que sans le savoir il contribue plus à créer des tribus, des murs, des châteaux-forts et des citadelles sur l'ensemble du territoire national, partout où existe un pouvoir (partis, entreprises, institutions, mairies, collectivités territoriales...) en favorisant directement l'égoïsme du MOI JE, plus qu'il ne participe activement à une véritable dynamique transverse de démocratie citoyenne.

... **que la majorité** populaire n'a pas su ou voulu dissocier un NON légitime au gouvernement Raffarin et à Chirac et un OUI «peut mieux faire» à l'Europe en mélangeant l'émotion «légitime» du moment avec l'esprit de responsabilité d'un projet affectant l'avenir et les générations futures.

... que le Français de base ne tient aucun compte des leçons de l'histoire en (re)faisant sans le vouloir le terrain du nationalisme et du populisme, du souverainisme, du communisme et autres verrues s'accrochant à la démocratie, lesquels au lieu de faire avancer la société la font plutôt reculer sur le joug d'idéologies et de conservatismes dépassés.

2005 - D. Reuter

78. PLUS CRÉTIN QUE MOI TU MEURS !

Sujet : Le crétinisme français en matière politique

On peut être Français, jeune, senior, cadre dynamique, respectable, intelligent, cultivé et tout de même crétin dans ses choix politiques. Le dernier vote confirme de manière éclatante une tendance lourde dans la société française : le crétinisme politique. Non pas en ce qui concerne l'option du vote (Oui, Non ou abstention) et son résultat fondamentalement légitime mais surtout au regard de la dynamique mentale collective qui l'accompagne (mentalité).

Etre crétin ne signifie pas obligatoirement abruti ou sot, mais une tendance récurrente à prendre les choses de la politique, les événements liés à la politique et les raisonnements au premier degré, sans aller plus loin.

Etre crétin, c'est subir à 100% l'influence directe de la politique politicienne (ou de tel individu, institution ou média) en substituant le réflexe humoral du moment au jugement lucide.

Etre crétin, c'est croire que le raisonnement fondé sur le mécontentement, la revanche ou l'inconditionnalité d'une logique partisane vaut mieux que la nuance et l'objectivité d'une vision globale.

Etre crétin, c'est quand le raisonnement est empreint d'une vanité à se croire intelligent et bien informé en se fondant principalement sur la brillance artificielle du discours des élites, ainsi que sur l'information spectacle produite et distillée quotidiennement par les médias nationaux dont le rendu journalistique n'a plus vraiment de grandeur, d'objectivité ni même d'indépendance.

Etre crétin, c'est croire encore que le personnel politique est bon serviteur des attentes de l'opinion publique, alors que depuis longtemps celui-ci ne sert d'abord que le carriérisme de la plupart de ses membres, puis la défense du système en place, puis les intérêts partisans, puis certains intérêts collectifs et presque jamais le respect à la différence du simple citoyen lambda.

Etre crétin, c'est croire que la démocratie se résume principalement à un vote, c'est-à-dire à un choix encadré et limité dans une sorte d'entonnoir manichéiste destiné à réduire la liberté d'agir et de s'exprimer en seulement 2 options possibles très orientées depuis le départ.

Etre crétin, c'est lorsque conscient, désabusé et méfiant face aux shows médiatiques de politiciens notoires, l'individu continue à se shooter à l'overdose de la communication politique en restant hypnotisé et scotché devant son poste de télé, ou en se laissant décérébrer par la récurrence de séries TV à la gloire continue du système (police, gendarmerie, justice, santé pompiers, éducation nationale, religion, élus, services de l'administration...).

Etre crétin, c'est se laisser suggestionner, formater et matricer l'esprit en croyant que la pertinence de ses propres avis vient du plus profond de soi, alors que l'individu est en réalité constamment conditionné depuis son plus jeune âge et entretenu dans cet état par l'orchestration subtile de l'ensemble des institutions du système et de leurs représentants.

C'est d'ailleurs bien là dans le raisonnement tenu que le crétinisme français s'exprime le mieux en suivant un jour aveuglément le discours des élus, la pensée dominante, le politiquement correct ou les leaders d'opposition et, un autre jour, en contredisant vertement l'existant et/ou en manifestant une humeur revendicative et/ou «déconstructive» de pur Gaulois ! Aussi, soit le Gaulois est un crétin génétique certes courageux, bravard et bavard, mais aussi un refoulé chronique incapable de se projeter de manière endurente et citoyenne sur de vrais projets à long terme dépassant ses propres intérêts, ses petits corporatismes et autres conformismes étroits. Ou soit le Gaulois est un sage homme, à l'image que souhaite donner son actuel président, faisant alors que l'avenir est forcément radieux pour tous !

C'est la raison pour laquelle, il est temps Monsieur Chirac devant tous les dégâts d'image et sociétaux que vous continuez à accumuler et à inspirer, en privilégiant sans cesse les intérêts de votre camp, que vous vous prépariez à quitter définitivement la scène politique. Entre temps, espérons que la nouvelle «impulsion» que vous envisagez pour la fin de votre mandat avec le dernier casting gouvernemental ne nous déçoive pas une fois de plus, car en réutilisant les mêmes joueurs usés c'est un peu comme au football, il faut s'attendre à descendre encore dans le classement, sauf miracle !

En vue de préparer la relève, il est urgent que la réflexion du prochain projet socialiste soit à la hauteur des attentes réelles du citoyen moderne et constitue un vrai tournant historique exempt d'idéologie, en misant sur un vaste programme sociétal permettant la rénovation de tout l'appareillage politique et institutionnel. Dorénavant, tout doit converger vers la mise en place d'une VI^e **République ambitieuse et citoyenne capable** de nous faire rêver et oublier les derniers affres de la République en cours.

2005 - D. Reuter

79. LE TSUNAMI PÉTROLIER

Sujet : Le taux usuraire de la TIPP

L'importance des conséquences profondes liées au surcoût du pétrole et de l'essence est comme à chaque fois occultée par le gouvernement en place qui, au lieu de prendre LA mesure réelle des effets induits, lance une opération médiatique assortie d'effets d'annonces, donne des injonctions aux uns et aux autres et/ou met en place des mesurette de bazar, sans jamais se remettre en cause lui-même. En fait, la société française approche dangereusement de son **point zéro d'incohérence** politique eu égard aux conséquences économiques et sociales négatives qu'elle vit au jour le jour.

La hausse inquiétante du pétrole est un épiphénomène révélateur, en parallèle à celui de la répression routière, du ras le bol des citoyens vis-à-vis de l'Etat et du système en général. En effet, les produits du pétrole se sont infiltrés au coeur de la plupart des activités économiques. Ils influencent quotidiennement le cours des marchés professionnels, les prix industriels et de services, les prix des biens de consommation courante et naturellement, au premier chef, le porte-monnaie des ménages avec le budget chauffage et transport. En matière d'économie, il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que lorsque le baril de pétrole surenchérit de plus de 30% sur une année complète (voire davantage, en s'amplifiant depuis 2004 sur une pente prévisible de 50% avant 2007), c'est tout un espace économique et social qui subit le «Tsunami pétrolier».

En fait, nous assistons à un nouveau grand choc pétrolier (après 1973, 1974, 1979, 2003) dont la faute revient à qui cette fois ? : aux pays producteurs gérant une pénurie à venir, aux pétroliers qui font de vertigineux profits, aux grandes entreprises industrielles, aux usagers de la route, à la hausse puis à la baisse de l'euro par rapport au dollar, à la faiblesse structurelle des énergies renouvelables... Nenni pour l'essentiel, la faute en revient majoritairement à l'Etat pour cause de **démultiplication mécanique** des taxes fiscales et parafiscales assortie de l'impéritie des gouvernements successifs à arrêter ce jeu de massacre fiscal, en perpétuant sans courage des règles continuellement abrasives pour le pouvoir d'achat des ménages.

Alors qu'hier, lorsque 72% des taxes prélevées sur le prix du litre d'essence (67% pour le gazole) contribuaient à financer largement le budget de l'Etat à la satisfaction de tout le monde (avec un équivalent de 0,35 € de taxes par litre pour un prix à la pompe de 0,50€), aujourd'hui le produit cumulé des taxes et TIPP atteint l'équivalent d'1€ par litre (avec un prix moyen du «95» compris entre 1,30 et 1,40 €), soit une augmentation supplémentaire de près de 200% de prélèvement opéré mécaniquement par les règles fiscales de l'Etat, sans apporter de véritables contreparties et/ou de valeur ajoutée en faveur du citoyen lambda. Pire que cela, tous les entrepreneurs et ménages savent combien le prix du pétrole, du fioul et de l'essence à la pompe, plombe fortement leurs budgets depuis plus de 3 décennies, même en s'y habituant bon gré mal gré. Toutefois, lorsque ce phénomène s'amplifie dans un espace de temps aussi court (une année) émergent alors 3 grands types de conséquences :

A. Le surenchérissement mécanique de la plupart des filières industrielles, de transport, artisanales, agricoles et de pêche dont la résultante conduit à 3 effets distincts:

1. la hausse des prix pour le consommateur final ;
2. la baisse des marges pour les entreprises ;
3. de multiples effets pervers pour les entreprises, à savoir :
 - . Concurrence sur les prix encore plus forte avec les entreprises étrangères ;
 - . Evincement de certains marchés par défaut de compétitivité ;
 - . Frein au recrutement, voire licenciement ;
 - . Difficultés, voire fermeture de certains établissements liés de près ou de loin au monde de l'automobile, de la moto et des transports en général ;

B. L'appauvrissement du Français moyen par :

- . L'alourdissement significatif de la facture de chauffage ;
- . Le risque de privation de confort avec problèmes sanitaires et/ou médicaux à la clé (inverse de la canicule d'août 2003) ;

- . L'impact direct sur le budget familial avec de nouveaux sacrifices pour les ménages déjà endettés et/ou malmenés financièrement ;
- . Nouvelle perte directe de pouvoir d'achat avec ralentissement concomitant de l'épargne ;
- . Privation forcée d'un moyen de loisirs, de travail et/ou de déplacement (en plus des effets de la répression routière) ;

C. L'augmentation du coût du transport routier des marchandises donc des marchandises elles-mêmes avec également :

- . Le surenchérissement du coût des frais généraux (chauffage, achats, frais de déplacement des collaborateurs...) donc des prix de vente des biens et des équipements mais aussi du coût des prestations de services en provenance des artisans et petites entreprises ;
- . Le surenchérissement du prix des produits transformés mais aussi des aliments de consommation courante (poissons, produits de l'agriculture...).

A moins que les ministres, élus et technocrates, ne soient véritablement des idiots ou des pervers, l'analyse des positions tactiques et politiques des uns et des autres ne peut découler que d'un dogmatisme étroit à croire juste et utile ce qui n'est qu'une habitude dans le laisser-faire des hausses successives des prix pétroliers (en valeur) en conservant à l'identique le poids de la taxation globale (TIPP et TVA). Tout fonctionne comme si chacun y allait de son propre raisonnement dans le cadre d'une collusion parfaite à conserver durablement les principes actuels. C'est le cas notamment...

1. Pour les technocrates jugeant que... : Par l'importance de sa contribution aux ressources de l'Etat, il est jugé préférable de continuer à privilégier cette taxation indirecte malgré son injustice flagrante pour les ménages pauvres ou en difficulté financière. Il en ressort que sous des apparences de politiquement correct, le recours aux transports individuels devient de plus en plus sélectif et inéquitable au regard du coût proportionnel dans le budget familial. En d'autres termes, plus l'essence devient chère, plus elle profite aux riches propriétaires de grosses voitures en abrasant, une fois de plus, par l'économie et la cherté de la vie, les libertés individuelles des moins bien nantis tout en creusant les inégalités.

2. Pour l'homme de gouvernement jugeant qu'... : Il vaut mieux, dans un contexte de faible croissance et de déficit public, taxer le citoyen-usager par des recettes fiscales immédiates et rapides que d'attendre que celui-ci consomme et/ou épargne (d'autant plus qu'il est soit surendetté et/ou ne bénéficie plus de hausse de salaires et de gain du pouvoir d'achat). En d'autres termes, la meilleure façon de pressurer encore le citoyen, c'est de lui faire peur continuellement en matière de répression, d'actes administratifs personnalisés, de pénurie, d'interdictions diverses, ce qui permet ainsi de mieux faire passer la pilule du prix et des mesures prises. Il est vrai qu'au premier degré, il vaut mieux accepter de payer plus cher que d'être privé d'une énième liberté.

3. Pour le lobby des écologistes et des verts jugeant que... : Par la pollution environnementale générée du fait de l'usage débridé des transports individuels, il vaut mieux taxer cher l'essence, donc l'usage des véhicules, afin de réduire leur utilisation donc la pollution. Cette forme d'équation relativement simpliste est l'exemple parfait d'une contre-vérité en oubliant, sur le fond, que la contribution des véhicules individuels français ne doit à peine concerner plus de 0,001 % de la pollution planétaire. La pression constante des écologistes et des Verts non motivés par l'usage des véhicules à moteur, donc à la base relativement intolérant, impose ainsi de manière dogmatique et idéologique à plus de 90% de la population un diktat écologiste égoïste sous différents prétextes fallacieux et culpabilisants (effet de serre, réchauffement de la planète, avenir des générations prochaines...). En fait, en dehors de la réalité épisodique d'une pollution zonale ou localisée, il semble que tous les efforts entrepris de bonne volonté par les citoyens français et ceux d'autres pays occidentaux soient à fonds perdus, en étant constamment effacés par la pollution industrielle insoumise et excessive menée à grand rythme dans d'autres grands pays (Etats-Unis, ancien bloc soviétique, Inde, Chine...).

4. En terme de psychanalyse de l'élite dirigeante au pouvoir il semble que... : Tout concourt, depuis l'arrivée de la droite au pouvoir et de certains ministres phares, à une tentative de reprise en main morale de la société française. Pire, il apparaît selon certains spécialistes que se soit même

développé un réflexe de domination autoritaire et de vengeance consciente et/ou inconsciente destiné à punir le collectif des citoyens pour leurs révoltes civiques à l'occasion des principaux votes réalisés depuis 2003 (voire la mise au placard de certains d'entre eux les années précédentes).

En d'autres termes, messieurs Dominique Galouzeau de Villepin, Nicolas Sarkozy de Nagy-Bocsa ou Jacques Chirac de l'Élysée continuent à perpétuer un rôle délibéré de séparation entre les classes dirigeantes et les autres classes moyennes et populaires, malgré les multiples avertissements électoraux qui leur sont régulièrement adressés.

2005 - D. Reuter

80. PLUS QU'UNE FRACTURE, UNE CASSURE

Sujet : De la fracture sociale à la cassure sociétale

En reprenant l'exemple de l'énergie comme l'un des épiphénomènes sociétaux majeurs en toute société, notamment avec le cas du pétrole, on voit comment la conduite des masses est avisée ou mal avisée, en faveur du citoyen ou contre lui. Par exemple, aujourd'hui, ce n'est pas la hausse du baril qui est réellement inquiétante, même en atteignant 100€ le baril (prix marché actuellement dans la zone des 70 à 75 € avec une prévision d'atteindre les 100 € dans les 18 prochains) ni même la valeur ajoutée apportée par les pétroliers, en ne représentant globalement que 25% du coût total, mais principalement l'effet démultiplicateur des taxes d'Etat qui représentent presque 3/4 du prix à la pompe.

En fait, pour atteindre le prix final à la pompe, les taxes d'Etat obligent à multiplier quasiment **par 4** le prix du baril raffiné, faisant qu'en comparaison avec seulement une TVA à 19,6% (comme sur l'ensemble des autres produits), le prix théorique du baril pourrait atteindre presque 180 € pour justifier le prix actuel à la pompe. La marge potentielle est donc grande pour que l'Etat entreprenne un effort digne de ce nom. Pour preuve de l'impéritie des technocrates de l'Etat, la loi de finance pour 2005 qui a tablé sur un cours moyen de... 36 dollars le baril, alors que celui-ci a doublé en cours d'année !

Pourtant dans les faits de la gestion d'Etat, il semble que plus les pays producteurs de pétrole augmentent leurs prix et plus les Etats utilisateurs **triplent** de manière cynique la mise sur le dos de tout le monde, en justifiant leurs positions par la morale environnementale et la culpabilisation constante de l'usager. En d'autres termes, c'est la faute à l'usager qui consomme trop, qui pollue trop et qui roule trop vite !

En réalité, le cycle infernal actuel se résume dans le constat suivant : plus le citoyen paye et fait de sacrifices, plus l'Etat continue à se nourrir sur la bête et plus il culpabilise l'usager, l'utilisateur, l'entrepreneur et le consommateur derrière le citoyen. Si cela ne correspond pas à du **cynisme politique**, c'est alors de la bêtise technocratique ou, pire encore, de l'anti-citoyenneté flagrante de la part des Verts et consorts afin de «punir» toujours plus ceux qui roulent et osent ainsi braver les dogmes écologiques.

En observant que la taxation globale en matière de produits pétroliers est de seulement 19% aux USA, 55% au Japon, 71,2% en moyenne européenne, la spécificité française consiste à charger au maximum la barque fiscale en prétextant tout et n'importe quoi. Les dernières déclarations gouvernementales prouvent combien le fossé est grand entre cette élite «dévariée» (à côté de la plaque) et le citoyen de base avec par exemple :

. Pour le Premier ministre, la réduction de la TIPP ne procure qu'un avantage minime : «Chaque consommateur français ne bénéficierait que d'une baisse d'un centime d'euro par litre. Il vaut donc mieux encourager le travail que la consommation de produits polluants» ???

. Pour Dominique Perben, la limitation de vitesse est une panacée contre l'augmentation des prix à la pompe : «**Si l'on réduit la vitesse de 15 km/h, soit 115 km/h sur autoroute, le prix du plein reste le même qu'avant la hausse**». Une réflexion aussi lumineuse que stupide qui devrait ainsi obliger les automobilistes à réduire graduellement leur vitesse au fur et à mesure des prochaines augmentations pour arriver, peut-être dans quelques années, à rouler à 70 km/h sur autoroute afin de compenser la cherté de l'essence !

Au-delà de l'effet conjoncturel de la hausse du pétrole, il est clair que le malaise latent dans la société française ne provient pas seulement d'une «fracture sociale» (ou de plusieurs) mais principalement d'une **véritable cassure** entre le système et le citoyen avec, en prime, de multiples craquements sinistres touchant les fondations mêmes de la démocratie. Il est évident que l'Etat français n'est nullement lui-même dans une logique citoyenne mais qu'il se sert de l'idée de citoyenneté à son avantage, sous l'égide de la notion cache-misère de République, dont il faudra bien un jour ou l'autre redéfinir ce que cela veut dire exactement !

En attendant, il est grand temps de stopper cette **machine infernale** à broyer le citoyen, mal manoeuvrée par la droite depuis 2002, qui contribue à la fois à massacrer la motivation, la confiance, le pouvoir d'achat et le niveau de vie des français, mais aussi à fragiliser directement les petites et moyennes entreprises. Dans une véritable démocratie, rien ne devrait pouvoir dépasser le rapport fiscal équitable de 50% (50% d'effort pour le citoyen, 50% d'effort pour la collectivité et l'Etat), car du déséquilibre de ce rapport s'induit obligatoirement la dominance et/ou la souveraineté de fait de l'un sur l'autre. Il convient donc de faire redescendre rapidement dans un premier temps la taxation globale sur les produits pétroliers (TGPP) à 50% maximum, au besoin avec le recours de la TIPP flottante, en l'échange d'un deal consensuel avec l'utilisateur (rouler moins, rouler mieux, rouler plus propre rouler en privilégiant les solutions alternatives...). Au lieu d'imposer et forcer continuellement avec autorité l'usage de règles et d'obligations tout azimut il s'agit, dorénavant, de favoriser un vrai «**contrat citoyen**» dans un esprit parfaitement démocratique et équitable et non plus faussement démocratique obligeant chacun à se soumettre et à subir docilement et passivement la loi.

Alors que le manque de croissance économique devrait, tout naturellement, favoriser une baisse significative de la pression fiscale, l'Etat s'évertue, au contraire, à la maintenir au même niveau, déjà fortement élevé, la rendant ainsi de plus en plus insupportable pour tous. Idiots, cyniques, sans état d'âme, froids, lâches..., ou au contraire très intelligents, attentionnés, démocrates, il est clair que les hommes en charge de la conduite de l'Etat manquent singulièrement d'esprit de citoyenneté, de courage et/ou de volonté sur de nombreux problèmes de société.

Il semble également que le passage dans la sphère du pouvoir retire à presque tous les politiques **90%** de leurs idéaux citoyens pour ne plus raisonner ensuite, qu'en terme de gestionnaires technocrates et autoritaires, ou comme de serviles collaborateurs des institutions du système appliquant mécaniquement la lettre du droit (devoirs) et non son esprit (bon usage des libertés).

Aussi, lors des prochaines élections, il devrait être OBLIGATOIRE d'exiger un certificat de courage et d'audace de la part de tous les élus du peuple censés le représenter et défendre ses droits !

2005 - D. Reuter

81. L'IDÉE DE RÉPUBLIQUE N'EST PAS CELLE DE DÉMOCRATIE

Sujet : Au mieux, la République est une démocratie partielle

Est-ce que le système aime le citoyen ou s'en défie en permanence ? Il est clair que le modèle d'Etat Républicain est redevenu sous l'actuelle politique droitière, plus un Etat de devoirs qu'un Etat de droits, en proposant une société plus fermée, qu'ouverte, plus intolérante que tolérante. Le fiasco sociétal de la politique sécuritaire qui l'anime est même devenu tout le contraire d'une démocratie apaisée basée sur la confiance, l'équité, la légitimité et le respect naturel de la différence. A vouloir imposer coûte que coûte, par l'ordre judiciaire et la contrainte répressive, des résultats forcés, le leadership politique de droite embarque la société française dans un **voyage de retour** aux temps noirs de la nation.

Dans ce contexte, tout fonctionne comme si l'idée de puissance publique devait être, en toute occasion, la réponse unique à chaque problème de société en imposant délibérément les moeurs, les idées et les raisonnements imparfaits de ses élites. Tout fonctionne comme si la démagogie remplaçait la démocratie en privilégiant principalement des actions destinées à rassurer un corps électoral vieillissant, nanti, prudent, désabusé, perdu dans ses repères. Tout fonctionne comme si chacun demandait à l'autre de s'exprimer pour lui, d'agir pour lui, de gueuler pour lui, sachant que l'autre c'est en fait chacun pour soi, alimentant ainsi un cercle vicieux de non-réaction collective.

Tant que les grandes forteresses institutionnelles de la République dominant clairement sur la démocratie de terrain, seuls les chantres du système (politiques, élus nationaux, médias, experts, nantis économiques, technocrates divers, show-bizz, associatif politiquement correct) occupent vraiment le terrain de l'expression sociétale. Ils l'orientent délibérément en fonction de leurs propres vues pipant ainsi involontairement (du moins croyons le) le jeu ouvert de la démocratie. Car en grattant un peu derrière les discours politiques, qui peut vraiment expliquer ce que sont et signifient les fameuses «**valeurs républicaines**» entre celles qui se sont affaiblies avec le temps (liberté, droit, légitimité, équité, différenciation, respect du citoyen, prise d'initiative et de risque) et celles qui, au contraire, se sont anormalement durcies (autorité, discipline, loi, norme, morale, ordre, égalité dogmatique, prudence...) ?

Le recours abusif aux mots tels que Pacte Républicain, Ordre Républicain, force de la loi, Etat de droit, démocratie, etc., cache, en fait, une grande misère politique, intellectuelle et culturelle. Chacun y puise ce qu'il veut y trouver en jouant sur l'idéal historique et fantasmatique de ces notions. En fait, il n'existe aucune véritable homogénéité entre l'idée historique de République et celle de démocratie pleine et entière. La seule homogénéité est celle résultant de comportements collectifs à la fois formatés par l'éducation nationale et soumis aux dures réalités sociales et économiques du moment. C'est aussi le produit d'un lent conditionnement au **joug républicain** qui a patiemment tissé un immense maillage de mesures administratives, technocratiques, judiciaires, policières, sécuritaires, etc., dont personne n'est vraiment coupable ou responsable mais dont tout le monde est à la fois receleur et collaborant.

Aujourd'hui, il est possible d'estimer la dominance des devoirs citoyens sur les droits citoyens dans un rapport global équivalent à **2/3 de devoirs** pour **1/3 de droits**. Face à ce déni de démocratie, il est clair que l'actuel modèle de V^e République vit ses dernières années. Toutefois, pour être efficaces et crédibles, les VI^e, VII^e ou VIII^e République ne doivent pas se contenter, une fois de plus, de quelques aménagements constitutionnels en direction de l'amélioration qualitative et/ou théorique des institutions de l'Etat, même assortis de quelques nouveaux accès permissifs et droits marginaux en faveur du citoyen.

Tout doit dorénavant être orienté de façon audacieuse pour replacer le citoyen au centre du système et non pas à le considérer comme un fils indigne ou immature devant se plier éternellement devant l'autorité du père (Etat) et/ou de la mère (institutions).

82. COMMENT RÉPONDRE INTELLIGEMMENT À LA VIOLENCE ?

Sujet : Bras de force ou solutions durables

Il est clair que lorsque l'autorité impose sa loi de manière directive, sans rechercher ni le respect ni la confiance profonde de citoyens, eux-mêmes floués et frustrés dans leurs communautés, leurs ethnies et leurs catégories socioprofessionnelles, il est naturel que ceux-ci nourrissent davantage l'esprit de rejet, de revanche et d'agressivité, que l'acceptation passive issue de gens dominés, usés, faibles et désabusés. En ce domaine, il est possible de dire que plus en surface le discours politique nourrit la crainte et la contrainte, plus en profondeur de l'humain, il agite et remue les peurs, les complexes, les rancœurs, les refus. Le temps où l'Etat pouvait impunément imposer sa loi et ses moeurs à un peuple relativement docile, homogène, peu éduqué et peu informé, est terminé. En Occident, depuis la fin du XX^e siècle, le citoyen de base s'est fait une autre **idée désenchantée** et relativiste de l'action des pouvoirs publics et des institutions morales. Même si aujourd'hui les médias nationaux se sont mis en première ligne comme outil de propagande et de marketing politique, le citoyen jeune comme le citoyen actif ne sont pas dupes de cette influence perverse brouillant sans cesse le jeu démocratique.

Qui peut nier, dans ce pays, l'existence d'une grande fracture socioculturelle entre des Français monoculturels et des Français biculturels (Corses, Maghrébins, Africains, Asiatiques...), dont certains font de réels efforts d'intégration et d'autres pas du tout ? Il ne suffit pas de stigmatiser le problème en repoussant la responsabilité sur la famille, l'éducation, le logement, le manque de police de proximité, etc., soit autant d'aspects évidents issus de la société civile mais qui n'agissent que comme des facteurs secondaires, régulateurs ou amplifiants. Dans le cadre des épiphénomènes actuels de **violence sociale** et pour répondre intelligemment sur le fond aux attentes légitimes d'individus frustrés, incompris et marginalisés, il convient d'abord d'arrêter le cycle de la violence républicaine (message de fermeté, état d'urgence, médiatisation culpabilisante, répression policière, administration tatillonne, emprisonnement, déplacement de population à risque à l'étranger, fermeture des frontières aux immigrés, «ghettoïsation» communautaire, sanctions diverses...) tout en réduisant et calmant, naturellement, les conditions latentes de la violence comportementale (culture de l'incendie, attentat, guérilla, incivilités, violences urbaines...).

L'autorité virile et morale des pouvoirs publics imposant constamment un rapport de force et de dominance sur la population doit être remplacée par les attributs même de la démocratie, c'est-à-dire :

- . La fermeté et la réciprocité face à la répression et la contrainte ;
- . La confiance a priori et non la surveillance suspicieuse ;
- . L'esprit de responsabilité et non l'obéissance docile ;
- . L'équité différenciée et non l'égalité dogmatique indifférenciée ;
- . La légitimité discernée et non le recours à la normalisation abusive.

Soit, au final, une parfaite remise en cause de l'actuel modèle républicain redevenu trop rigide, démagogique, directif, intolérant, propagandiste, sur-protecteur pour certains et injuste pour d'autres. C'est en tout cas ce que nous démontre le conflit de novembre 2005 en France. De la même manière, face à «**l'occidentalophobie**» (haine du modèle occidental) des jeunes et très jeunes générations des communautés issues des banlieues, les seuls au demeurant à s'exposer physiquement et avoir une certaine forme de courage à oser affronter les diktats du système et les symboles de la société de consommation (en dehors des casseurs), il n'existe que 3 solutions fortes et démocratiques pour espérer renverser le cycle programmé des conflits, de la violence et/ou de guerre larvée contre l'image et les attributs de la civilisation occidentale :

1. Réduire les frustrations

Cela suppose une intégration socioéconomique offensive en faveur d'une majorité d'individus frustrés et marginalisés par leur statut ethnique et social, via un accès direct à la société de consommation (crédit, 1^{er} et 2^e chance entrepreneuriale, rémunération équitable, statut social évolutif découlant de la compétence acquise sur le terrain, titres et récompenses liés au mérite, accès à un panel de formations qualifiées et opérationnelles, possibilité de vraiment gagner de l'argent par le travail et ne pas le voir fortement confisqué par la fiscalité...). De tout temps, il est prouvé que plus un individu est frustré, plus

il nourrit de la haine, de la jalousie et de l'agressivité, alors qu'un individu satisfait dans ses besoins primaires et secondaires produit majoritairement de la neutralité bienveillante et/ou de la motivation dans l'effort.

2. Agir sur la biochimie du cerveau

Dans l'espèce humaine tout part du cerveau et tout revient au cerveau faisant que le recours ponctuel (si nécessaire) à la biochimie «soft» est sans aucun doute une bonne réponse qui puisse contrôler efficacement le rapport de l'homme contre l'homme. Dans cette perspective, qui suppose une dimension hautement bioéthique, il est sans doute envisageable d'étudier, à plus grande échelle que celle des centaines de milliers de malades suivant un traitement spécifique, l'usage de substances et de molécules douces issues directement du fonctionnement humain (noradrénaline, endorphine, ocytocine...). Recourir à des molécules «positives» au sein même de l'alimentation quotidienne destinées à rendre tout naturellement l'esprit plus équilibré, heureux, serein, optimiste, motivé, en lieu et place des médicaments «anti» quelque chose, agents chimiques divers et surtout de l'usage destructeur de l'alcool, du tabac, des drogues dures affectant au global plus de 2 Français sur 3.

3. Valoriser la compétence terrain

L'oisiveté, l'absence de perspectives, la culture du non-effort et du non risque tendent à figer, inhiber et lisser l'individu vers le bas dans un cycle non vertueux de problèmes relationnels, psychiques et comportementaux chroniques. La réponse à trouver doit donc être le parfait contraire, c'est-à-dire la participation, l'engagement, la pratique, dans un cadre essentiel de motivation (et non de contrainte administrative ou morale). Pour lutter contre le zéro activité, il est obligatoire de valoriser l'action de terrain et la compétence pratique, non pas seulement par l'apprentissage d'un métier (diplôme) mais surtout par la valorisation terrain du métier ou de l'activité (rémunération, responsabilités, encouragements...). Dans une véritable démocratie il ne devrait plus y avoir de discrimination négative entre la «vraie» compétence basée sur les habilités et les talents innés (arts, métiers manuels, savoir-faire opérationnels) et la compétence intellectuelle et mémorielle ressortant d'un cursus scolaire et universitaire supérieur souvent largement théorique et/ou s'appliquant à des métiers fonctionnels réservés aux notables et à l'élite du système.

Pour éviter cela, il est recommandé de proposer aux jeunes en situation d'échec scolaire, ou hors scolarité, ainsi qu'aux adultes en attente d'emploi, toute une palette de possibilités permettant de démontrer leurs capacités personnelles sous forme de missions temporaires et multiples. L'organisation de ces missions doit s'effectuer sous le contrôle direct et la surveillance des citoyens locaux et des collectivités locales, en dehors de toute tutelle administrative des pouvoirs publics. En cela, les citoyens, les élus, les associations et les entreprises locales doivent déterminer régulièrement, par eux-mêmes, des programmes d'actions multiples régulièrement actualisés et ciblés sur leurs propres activités et besoins concrets de terrain. Le financement est réalisé par un fonds commun complété, en partie, par les citoyens/collectivités territoriales/entreprises locales, mais aussi par une ré-affectation des ressources fiscales générales.

Des règles motivantes de valorisation des compétences et des initiatives doivent, dès que possible, être mises en place afin que le jeune et l'adulte puissent s'élever rapidement et dignement dans la société. La régulation entre offre locale et participation volontariste du citoyen des banlieues et d'ailleurs doit toujours s'effectuer de manière personnalisée, en fonction directe des motivations de chacun dans un cadre de respect de l'individu et de confiance réciproque. Il est clair que face à la haine, l'opposition et l'incompréhension, seule la confiance réelle avec a priori favorable (délégation complète jusqu'à preuve du contraire) peut renouer des liens de tolérance au fond des esprits comme dans les comportements. De ce point de vue, il apparaît que tout plan Marshall républicain directif et autoritaire, ainsi que toute mosaïque de mesures sociales, administratives et socio-éducatives destinées à calmer momentanément le jeu, ne pourront jamais contribuer, sur le fond, à l'efficacité citoyenne en omettant le principal chez l'individu meurtri, c'est-à-dire sa motivation, sa dignité et la reconnaissance des autres. Sans cela, il est évident que les petites actions d'aujourd'hui nourrissent forcément les grands problèmes de demain !